

QUEL PROJET POUR L'UNION DANS UN MONDE CHAOTIQUE ?

Nicolas Baverez

L'invasion de l'Ukraine par la Russie marque un changement d'ère pour le monde, mais surtout pour l'Europe qui se trouve en première ligne dans la grande confrontation entre les empires autoritaires et les démocraties. La guerre est de retour, tant sous la forme de la haute intensité en Ukraine que d'un conflit hybride sur le continent, divisé par un nouveau mur qui le sépare de la Russie et de son protectorat biélorusse. Les chocs se multiplient et s'entrecroisent au plan sanitaire, énergétique, alimentaire, monétaire, financier, climatique, stratégique.

Face à cette nouvelle donne, l'Europe se découvre vulnérable et désarmée. Elle acquitte au prix fort sa dépendance vis-à-vis de la Russie pour l'énergie, de la Chine pour les biens essentiels, des Etats-Unis pour la technologie, la sécurité et désormais pour le gaz. Son économie est prise en étau entre la poussée commerciale de la Chine, qui assure 18 % de ses importations contre 6 % en 2000, et le revirement protectionniste des Etats-Unis, symbolisé par l'IRA qui pourrait mobiliser jusqu'à 1.000 milliards de dollars et constitue une arme de destruction massive de l'industrie européenne. Sa stratégie de réaliser à marche forcée la transition climatique par les normes et la fiscalité bute sur la faiblesse de ses moyens de production et de l'innovation. Au total, l'Europe est en passe de devenir une zone de décroissance démographique, de stagnation économique et de paupérisation de la population.

Sur le plan stratégique, l'Union n'a pour seul recours que l'OTAN face à la menace existentielle que la Russie fait peser sur sa sécurité. Elle se trouve moralement atteinte par la dissipation des illusions qu'elle a cultivées sur le droit et le marché comme facteurs de paix. Ce pari fut le socle de l'intégration européenne depuis les années 1950 ; il fonda l'élargissement à l'Europe orientale et aux Etats baltes ainsi que le mercantilisme complaisant entretenu, sous l'influence de l'Allemagne, envers les tyrannies du XXIème siècle.

Pour l'Union européenne, le statu quo est synonyme de marginalisation dans un monde fragmenté et violent, et donc d'implosion à terme. Il est vrai qu'un sursaut est intervenu depuis 2022, marqué par la mobilisation pour soutenir l'Ukraine - y compris sur le plan militaire -, les sanctions sans précédent visant la Russie et l'émancipation de ses hydrocarbures, le projet d'instauration d'une taxe carbone aux frontières du grand marché, le lancement du réarmement. Pour autant, ces progrès demeurent limités et précaires.

Le processus de décision de l'Union reste très complexe, lourd et lent en raison de sa nature de confédération d'Etats souverains. Il se prête mal à la gestion de crise indissociable d'une agilité et d'une réactivité fortes. Surtout, les divisions ont été exacerbées par les chocs en chaîne - avec pour symbole la divergence entre la France et l'Allemagne -, par la déstabilisation des modèles nationaux - mercantilisme allemand, décroissance par la dette française, malthusianisme italien -,

par le basculement du centre de gravité de l'Union vers l'est et le nord, dont témoigne le poids de la Pologne où Joe Biden s'est rendu deux fois alors qu'il ne s'est déplacé ni à Paris ni à Berlin.

L'Union reste ainsi paralysée faute d'accord sur la politique énergétique - en raison du blocage sur le rôle du nucléaire -, sur la riposte à l'IRA, sur les stratégies de soutien aux entreprises et aux ménages, sur une trajectoire crédible de transition climatique, sur la politique monétaire face à l'inflation et au risque de krach financier, sur la place de l'OTAN dans la sécurité du continent, sur la sortie de la guerre d'Ukraine et la posture à adopter vis-à-vis de la Russie.

Il ne fait pas de doute que la décennie 2020 sera décisive pour l'Union. La menace russe et l'éclatement de la mondialisation en blocs constituent de puissants vecteurs d'intégration, tout comme le naufrage du Brexit. Ils pousseront à un nouvel élargissement à l'Ukraine, à la Moldavie et aux Etats balkaniques, portant le nombre de pays membres à 35 ou 36. Mais cet élargissement pourrait lui donner le coup de grâce en lui faisant perdre sa raison d'être, à savoir la défense de la démocratie et le respect de l'Etat de droit, en déchaînant les forces populistes, en l'affaiblissant face à la déstabilisation méthodiquement mise en œuvre par la Russie.

L'Union ne pourra à la fois s'élargir et se renforcer que si elle clarifie son projet politique. Et pour cela elle devra choisir entre trois modèles : l'alignement sur les Etats-Unis ; le pont jeté entre l'Occident et l'Orient, le nord et le sud ; la transformation en une puissance à part entière.

L'agression de l'Ukraine par la Russie a provoqué le réengagement des Etats-Unis en Europe et la résurrection de l'OTAN, élargie à la Finlande et demain à la Suède. Sous l'effet de la panique, les Européens se sont massivement tournés vers Washington, emmenés par les pays de l'est et du nord du continent. Ce choix logique, dès lors qu'il n'existe aucune alternative à court terme, présente trois difficultés. D'abord il remet le destin du continent entre les mains d'une Amérique qui n'est plus celle de 1945, dont la démocratie est fragilisée et dont la priorité stratégique va en Asie avec la Chine et non en Europe avec la Russie. Ensuite, il postule l'alignement systématique des intérêts américains et européens, ce qui est faux. Enfin, il oublie que les Etats-Unis et l'OTAN ne prendront jamais en charge des aspects majeurs de la sécurité de l'Europe comme la protection de ses frontières extérieures. La posture d'un pont entre les civilisations est séduisant mais se heurte à la fragmentation de la mondialisation en blocs, à la montée de la conflictualité, au ressentiment anti-occidental dans le Sud global.

Reste la construction d'une Europe puissance, alliée des Etats-Unis mais souveraine, unie autour d'un modèle de société fondé sur un équilibre entre la compétitivité et la solidarité, l'Etat et le marché, la liberté et la protection. Elle se décline autour de la reconfiguration du grand marché, d'une politique industrielle ambitieuse dans les domaines numérique et climatique, de l'affirmation du droit européen et de l'internationalisation de l'euro, de la constitution d'un pilier européen de défense au sein de l'OTAN. Elle passe par trois conditions : l'émergence d'une Union politique ; l'augmentation de ses ressources ; le redressement de la France qui porte ce projet depuis les années 1960 mais le délégitime par son affaïssement. L'Europe dispose de tous les atouts pour se constituer en puissance. Il ne lui manque que l'essentiel : la volonté et le courage.